

Insertion socio-professionnelle et éducation permanente

Contribution aux États Généraux de CAIPS *Former sans (se) conformer. Professionnalisation et diversité de l'ISP*, 11 octobre 2022, Namur¹

Julien CHARLES, coordinateur de recherches au CESEP

Malgré la sécurité sociale, être privé d'emploi multiplie par 10 les chances de tomber dans la pauvreté². Souvent, les personnes privées d'emploi sont privées des ressources économiques qui leur permettraient de vivre dignement. En faisant « le choix du chômage »³, nos sociétés font donc le choix de la pauvreté – une pauvreté économique mais pas seulement⁴. Parce que dans une société comme la nôtre, être privé d'emploi c'est aussi être privé d'un statut social, d'un espace de socialisation et de construction de soi, d'un ensemble de droits, comme celui de la négociation collective ou aux congés payés.

Les premiers acteurs de l'insertion socio-professionnelle ont fondé leurs actions sur ces constats. En réaction à l'augmentation du taux de chômage à la fin des années 1970, ils visaient explicitement une émancipation des chômeurs *par* le retour ou l'entrée sur le marché du travail. L'emploi est alors perçu comme un bon moyen de favoriser l'autonomie, la reconnaissance sociale et l'estime de soi, d'acquérir des droits individuels et collectifs. Fondamentalement, les associations d'éducation permanente et les organismes d'insertion socioprofessionnelles ont donc les mêmes ambitions : l'émancipation et la vitalité démocratique de nos sociétés.

Dans le cas du secteur de l'ISP, j'ai pu identifier aux cours d'entretiens collectifs menés avec ces stagiaires du CESEP comment cette ambition impacte les stagiaires⁵. Au fil de cette enquête, il apparaît nettement qu'ils et elles ne sont pas prêts à signer pour des jobs sous-payés et n'offrant aucune sécurité de revenu. Ils ne veulent pas d'un « boulot de merde »⁶ qui n'a aucun sens à leurs yeux. Ils ne veulent pas non plus de méthodes de management injustes et inégalitaires. L'économiste américaine Pavlina Tcherneva élabore une thèse intéressante autour de cette dynamique⁷. Elle défend que, si l'Etat on offre à tous la garantie d'un boulot à la hauteur de ces attentes, les personnes privées d'emploi tireront vers le haut les conditions d'emploi et de travail de tous les salariés. Avec une telle politique publique, dont elle démontre qu'elle aussi tout à fait viable économiquement, les attentes des stagiaires en ISP contribueraient à élever les minimaux sociaux, économiques et démocratiques au travail – bref à favoriser l'émancipation *de tous* par le travail⁸.

Si les stagiaires formulent de telles ambitions, c'est entre autres le fruit du travail de mes collègues et des pédagogies participatives qu'ils déploient. Oui, ils peuvent avoir un avis, se construire des convictions et en débattre avec d'autres. Cette contribution des CISP à l'émancipation des publics n'est pas souvent exposée publiquement ni particulièrement valorisée par les pouvoirs subsidiant. Les enquêtes sur l'impact social, qui sont actuellement soutenues par le Gouvernement Wallon et

¹ <https://www.caips.be/images/caips/documents/EG/EG%202022%20-%20ACTES.pdf>

² <https://statbel.fgov.be/fr/themes/menages/pauvrete-et-conditions-de-vie/risque-de-pauvrete-ou-dexclusion-sociale>

³ Benoît Collombat et Damien Cuvillier, *Le choix du chômage. De Pompidou à Macron, enquête sur les racines de la violence économique* (Paris: Futuropolis, 2021).

⁴ voir e.a. James Bohman, « Délibérations, pauvreté politique et capacités », in *La liberté au prisme des capacités. Amartya Sen au-delà du libéralisme*, par Jean De Munck et Bénédicte Zimmermann (Paris: Editions de l'EHESS, 2008), 215-37; Bernard Stiegler, *La société automatique, 1. L'avenir du travail* (Paris: Fayard, 2015).

⁵ Julien Charles, Paul Hermant, et Myriam Van der Brempt, *Éprouver l'égalité. Pratiques et enjeux démocratiques de l'insertion socioprofessionnelle au CESEP* (Nivelles: CESEP, 2018).

⁶ David Graeber, *Bullshit jobs* (Paris: Les Liens qui libèrent, 2018).

⁷ Pavlina Tcherneva, *La garantie de l'emploi, l'arme sociale du Green New Deal*, ed. or. 2020 (Paris: La Découverte, 2021).

⁸ Julien Charles, « Pourquoi faut-il garantir un emploi? », *Secouez-vous les idées*, n° 124 (2021).

auxquelles CAIPS contribuent, pourront sans doute contribuer à mieux valoriser cette dimension du travail des CISP.

Néanmoins, on ne peut pas considérer que l'émancipation est un objectif à viser uniquement en formation. Parce que faire vivre la démocratie au sein de groupes de stagiaires tant qu'ils sont en formation, c'est préparer ces personnes à exercer des capacités critiques... qu'ils devront mettre au placard dans la plupart des organisations dans lesquelles ils risquent de travailler. De Marx⁹ à nos contemporains¹⁰, toute la sociologie économique démontre en effet que dans une société capitaliste, le travail est vecteur d'exploitation et d'aliénation. Et les discours des stagiaires vont clairement dans ce sens quand ils expliquent qu'au travail, ils ont subi des traitements injustes et inégalitaires. Si l'on vise l'émancipation des stagiaires, il est nécessaire de s'interroger sur les conditions de travail et d'emploi vers lesquelles le passage par l'ISP peut les orienter.

Traiter cette question nécessite de se mettre minimalement d'accord sur le sens du terme « émancipation ». Cela ouvre à d'immenses débats philosophiques, dont je ne peux pas rendre compte ici. Je voudrais seulement vous inviter à ne pas oublier d'ancrer ces réflexions et pratiques dans le monde où l'on vit. Reprenons les mots de Bruno Latour et Nicolas Schultz : « tout ce qui permet de *superposer* le monde où l'on vit et le monde dont on vit dans le même ensemble juridique, affectif, institutionnel et matériel sera dit *progressiste* ou mieux *émancipateur* ; tout ce qui affaiblit, ignore ou dénie ce lien de superposition sera dit *réactionnaire* »¹¹. Un peu plus d'un an après les inondations qui ont ravagé la Wallonie, alors que l'on sort du mois d'août le plus chaud jamais enregistré en Belgique et que les factures énergétiques de cet hiver s'annoncent impayables pour trois quarts des ménages wallons, comment le secteur de l'ISP peut-il contribuer à faire tomber le mythe du progrès infini dans un monde aux ressources finies ? Comment mettre fin cette alliance fictive entre croissance économique, emploi et démocratie ?

A minima, on peut refuser de s'engouffrer dans la voie sans issue des métiers pénurie identifiés par le Forem. Ils ne contribueront jamais à l'émancipation s'ils ne prennent pas soin des personnes et de la planète. Dans les listes produites par le Forem, les métiers du crédit et de la vente sont mentionnés alors que plus de 31.000 wallon.ne.s étaient en procédure de règlement collectif de dette en 2020. Sur ces mêmes listes, les métiers de la construction et des voiries sont pointés en fermant les yeux sur les effets délétères de la bétonnisation, en Wallonie comme ailleurs. Par honnêteté, je dois indiquer qu'une étude prospective du Forem publiée il y a moins d'un an s'imposait de prendre en charge ces enjeux environnementaux : elle y consacrait 10 lignes sur 97 pages... Pour le Forem, les tendances environnementales ne font pas le poids face aux tendances économiques et technologiques. Et dans l'ISP ? Peut-on continuer à orienter les stagiaires vers les métiers réputés en pénurie parce qu'ils maximiseraient les chances de sortie de formation vers l'emploi ? Peut-on fermer les yeux sur la contribution de ces activités au réchauffement climatique et l'érosion de la biodiversité ?

En tant que sociologue, je n'ai pas d'outils à vous proposer pour analyser concrètement les filières de formation les plus toxiques, à identifier les métiers dont nous avons besoin pour réparer les conséquences des crises et préparer l'avenir. En tant que sociologue, ce que je peux par contre identifier nettement, ce sont les problèmes démocratiques que pose l'identification de ces pénuries. Parce que ces pénuries sont principalement définies à partir des attentes des employeurs, jamais à partir des intérêts des travailleurs – avec ou sans emploi, jamais à partir des attentes des citoyens,

⁹ Karl Marx, *Salaires, prix et profits*, trad. par Charles Longuet, ed. or. 1912 (Genève: Entremonde, 2010).

¹⁰ Isabelle Ferreras, *Gouverner le capitalisme?* (Paris: Presses Universitaires de France, 2012).

¹¹ Bruno Latour et Nikolaj Schultz, *Mémo sur la nouvelle classe écologique* (Paris: Les empêcheurs de penser en rond, 2022), 38.

jamais à partir des besoins des territoires. Souvenons-nous de l'épisode du kayak et plus généralement de ce qui était essentiel pour le Codeco pendant les confinements. Est-il sain de laisser aux ministres seuls le soin de réaliser ces arbitrages sur ce qui est essentiel et sur ce qui fait pénurie¹² ? Est-ce que l'autonomie associative qui nous caractérise, acteurs de l'Insertion socioprofessionnelle comme ceux de l'Education permanente, ne devrait pas être mise au service d'une définition plus démocratique de ce qui est essentiel et de ce dont on accepte de se passer, de ce qui est en pénurie et que l'on doit développer, de ce que l'on a en surplus et que l'on doit limiter ?

Il est temps de conclure. Peut-être que les personnes fragilisées socio économiquement manquent de capacités pour exercer leur citoyenneté. Pour accomplir notre citoyenneté, nous avons besoin de ressources individuelles et collectives, c'est sûr. Nos associations d'éducation permanente et d'insertion socio-professionnelle sont sans doute bien placées pour renforcer la confiance en soi des personnes privées d'emploi et leurs compétences.

Mais nous devons aussi et surtout forger un contexte qui permette de faire effectivement usage de ces ressources. Or, les contextes professionnels dans lesquels sont plongées les personnes après leurs passages en CISP rendent impossible ou difficile la mise en œuvre des capacités citoyennes qu'ils ont pu développer. C'est donc en créant un contexte favorable à la citoyenneté au travail que l'on parviendra aussi à contribuer à l'émancipation. Ensemble, ne devrions-nous pas nous contribuer massivement à la production d'emplois dignes, durables et démocratiques, de ces emplois dont les stagiaires ont besoin, qu'ils sont en mesure d'assurer dès aujourd'hui et dont nous avons tous besoin. Si l'on veut garder le cap de l'émancipation des stagiaires, il faut donc rompre concrètement avec les définitions de l'emploi et du chômage portées par les entreprises capitalistes avec le soutien, volontaire ou non, des pouvoirs publics. Il existe d'autres moyens de définir les besoins et des pénuries que ceux imposés par le marché, avec le soutien volontaire ou non de certains acteurs publics. Notre autonomie associative peut être mise au service de l'autonomie individuelle des personnes privées d'emploi. C'est ce que l'histoire de l'ISP nous apprend. C'est ce que nous devons continuer à faire aujourd'hui.

¹² Elise Dermine et Antoine Mayence, « Associer les interlocuteurs sociaux à l'identification des entreprises essentielles : un apport technique mais également un enjeu démocratique », *Carnet de crise du Centre de droit public de l'ULB*, 2020.